

La Hongrie de Viktor Orban interdit aux ONG de venir en aide aux réfugiés

Le premier ministre souverainiste, en guerre contre les valeurs libérales, a fait adopter la loi surnommée « Stop Soros »

VIENNE - correspondant

Ailleurs en Europe, l'extrême droite en rêve. En Hongrie, le souverainiste Viktor Orban l'a fait. Mercredi 20 juin, sur ses injonctions, le Parlement de Budapest a adopté à une très large majorité (160 pour, 18 contre) une nouvelle loi rendant passible d'un an de prison le fait d'apporter une assistance à des migrants. Les voix des députés du parti nationaliste, le Jobim, se sont jointes pour l'occasion à celles du Fidesz, la formation du premier ministre.

Les responsables d'ONG pourront désormais se voir également notifier une interdiction de s'approcher à moins de huit kilomètres de la frontière extérieure

Schengen, dont la Hongrie assume la responsabilité au nom des pays membres. L'imposition de quotas de réfugiés par l'Union européenne a par ailleurs été, au passage, rendue inconstitutionnelle, à la veille d'une réunion du groupe de Visegrad. Les dirigeants de la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie devaient se retrouver ce jeudi 21 juin à Budapest, pour y rencontrer Sebastian Kurz, le chancelier autrichien, Vienne assurant la présidence tournante de l'UE à partir du 1^{er} juillet. La « lutte contre la migration illégale » figure au cœur de ces discussions.

« Concrètement, selon Marta Pardavi, de l'ONG Helsinki Committee, ce texte de loi est un nouveau chapitre dans les tentatives du gouvernement pour réduire à

néant l'indépendance de la société civile et limiter l'Etat de droit. Cela va nous empêcher d'assister un demandeur d'asile dans la constitution de son dossier, rendre impossibles nos missions à la frontière pour s'assurer que les droits humains y sont respectés ou encore interdire la distribution de brochures d'information sur la procédure d'asile. Cela nous ramène à une époque de peur jamais vue depuis la chute de la dictature communiste. »

Ce nouveau texte, dont la conformité avec le droit européen et international est discutable, s'inscrit dans la continuité d'une politique liberticide, mise en place à partir de 2015. La loi surnommée « Stop Soros » peut également se lire comme une traduction concrète de la propagande

« Soros et ses gens veulent une Europe multiculturelle, car ils n'aiment pas la tradition de l'Europe chrétienne »

VIKTOR ORBAN

dont est victime le milliardaire américain juif d'origine hongroise George Soros, aujourd'hui à la tête d'un réseau de fondations, ayant déserté le pays en mai et promouvant les valeurs libérales.

Lors de son entretien hebdomadaire avec la radio hongroise Kossuth, Viktor Orban s'est de nouveau lancé, le 8 juin, dans des théories du complot développées depuis des années par l'extrême droite. Il a ainsi estimé qu'avait actuellement lieu en Europe un « remplacement des populations, organisé par les élites financières et économiques » et que cela se déroulait, en partie, pour que des « spéculateurs comme George Soros puissent gagner beaucoup d'argent en dévastant le continent ».

« Soros et ses gens veulent construire une Europe multiculturelle, car ils n'aiment pas la tradition de

l'Europe chrétienne. Nous, nous ne voulons pas nous mélanger à d'autres », a-t-il affirmé. M. Orban, largement réélu pour un troisième mandat en avril, n'a jamais apporté la preuve d'un tel plan fomenté par M. Soros.

Provocation de Budapest

Alors qu'en Allemagne, la chancelière Angela Merkel fait l'objet de pressions sans précédent pour durcir sa politique migratoire, Viktor Orban préfère s'arc-bouter sur des positions sans lien réel avec la situation dans la région, puisque le pays, qui compte moins de 10 millions d'habitants, n'a enregistré que 3390 demandes d'asile en 2017, contre 29 430 un an plus tôt. La Hongrie n'a accordé l'asile qu'à 105 personnes en première instance en 2017.

Cette année-là, Budapest avait déjà été la première capitale au sein de l'Union européenne à obliger les ONG à déclarer leurs ressources étrangères et à spécifier, sur toutes leurs publications, qu'elles sont subventionnées par l'étranger. Le parti Fidesz, allié au niveau européen aux conservateurs du PPE, avait notamment invoqué la lutte nécessaire contre le terrorisme, les migrants étant stigmatisés comme de potentiels poseurs de bombes.

Ultime provocation : le durcissement de la législation hongroise a été entériné à la date de la Journée mondiale des réfugiés, au cours de laquelle l'ONU tentait

de sensibiliser l'opinion mondiale à cette cause. Il faut voir dans cette concordance des temps la preuve supplémentaire du mépris que Viktor Orban réserve désormais aux Nations unies, dont il conteste la légitimité, à l'image du président américain, Donald Trump. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés avait demandé en vain à la Hongrie de renoncer à cette nouvelle loi « violant les droits humains ».

BLAISE GAUQUELIN

LE CONTEXTE

CRISE MIGRATOIRE

Les dirigeants de dix pays européens se réuniront dimanche 24 juin à Bruxelles pour tenter de chercher des « solutions européennes » à la crise migratoire, dont un durcissement des obligations imposées aux demandeurs d'asile, pour apaiser les tensions entre Etats membres. Le président français, Emmanuel Macron, et la chancelière allemande, Angela Merkel, retrouveront les dirigeants italien, grec, maltais, espagnol, autrichien, bulgare, belge et néerlandais, invités à la dernière minute par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie ne devraient pas y assister.